

19 décembre 2019

La Fédération du travail de l'Ontario tient son Congrès biennal
Les travailleurs de l'Ontario cherchent à
renforcer leur résistance à l'offensive
antisociale du gouvernement Ford

- Steve Rutchinski -



Marche sur Queen's Park des délégués du congrès de la Fédération du travail de l'Ontario
à Toronto le 27 novembre 2019

- La responsabilité de la FTO de développer le mouvement de protestation et de le faire avancer - *Centre ouvrier du PCC(M-L)*

L'offre inacceptable, irresponsable et provocatrice du gouvernement du Québec

- Les travailleurs du secteur public réclament des améliorations négociées significatives à leurs salaires et conditions de travail - *Pierre Chénier*

Entrevues

- Cette offre ne fait rien pour rattraper ce qu'on a perdu depuis environ 20 ans - *Jeff Begley, président de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN)*
- Nous avons besoin de plus de personnel et de meilleurs salaires et conditions de travail - *Natalie Crytes-Veillette, Syndicat québécois des employées et employés de service, section locale 298*

Grève des travailleurs des télécommunications chez Ledcor Technical Services en Colombie-Britannique

- **À la défense des droits contre le travail précaire - *Brian Sproule***

Entrevue

- **Gino Ocampo, chef de piquet de la section locale 213 de la FIOE**
- **À nos lecteurs**

La Fédération du travail de l'Ontario tient son Congrès biennal

Les travailleurs de l'Ontario cherchent à renforcer leur résistance à l'offensive antisociale du gouvernement Ford

- Steve Rutchinski -



La salle du congrès de la FTO le 25 novembre 2019

La Fédération du travail de l'Ontario (FTO) a tenu son 15e Congrès biennal du 25 au 29 novembre à l'hôtel Sheraton de Toronto. La FTO représente un million de travailleurs regroupés en 15 000 sections locales appartenant à 54 syndicats.

Le congrès s'est tenu alors que le gouvernement Ford intensifie ses attaques contre les travailleurs de la province et les services qu'ils livrent et dont le bien-être des Ontariens dépend. Les délégués ont partagé leur expérience et discuté du défi que représente l'offensive antisociale du gouvernement Ford pour le bien-être des travailleurs et du peuple en Ontario. Le saccage de l'économie par la privatisation des services publics comme la santé, les coupures dans les emplois, l'absence de souci pour l'environnement, le sort des jeunes travailleurs et d'autres sujets de préoccupation commune ont été discutés.

Un aspect clé du Congrès a été la présentation, la discussion et l'adoption du document et du plan d'action « La force du nombre » qui établit la direction du travail de la FTO pour la période qui vient.

Le plan d'action appelle les travailleurs à établir les conditions en Ontario qui vont permettre à tous de s'épanouir sans égard à leur statut ou à toute autre considération et met l'accent sur la responsabilité qui incombe aux travailleurs de prendre en main cette lutte. On y lit que « Doug Ford représente un danger réel et immédiat pour l'Ontario. Ford demeure l'adversaire principal en ce qui concerne un travail décent pour tous, les précieux services publics de la province, la justice et la

situation de toutes les familles de travailleurs et leurs communautés. » Il appelle à cet égard à la formation de coalitions dans toute la province dont l'objectif est de « produire un gouvernement du NPD en Ontario en 2021 ». Cela soulève la question de ce que signifie pour les travailleurs la lutte pour se donner un pouvoir afin de parler en leur propre nom et de réaliser les conditions prosociales pour lesquelles ils luttent à chaque jour, et si cela est la même chose que de se joindre à une coalition pour élire le NPD.

Les travailleurs ontariens se préparent à l'introduction d'encore plus de lois antiouvrières par le gouvernement Ford qui a déclaré l'Ontario « ouverte aux affaires » et a lancé une offensive antisociale brutale. Ils observent de près les luttes que mènent les travailleurs de l'Alberta contre les attaques semblables du gouvernement du Parti conservateur uni dirigé par Jason Kenney. Un des orateurs invités, l'avocat du travail Joshua Mandryk, a dit que les travailleurs doivent se préparer à d'autres lois antiouvrières du gouvernement Ford, notamment des lois qui rendront encore plus difficile le travail d'organisation des syndicats, semblables aux lois adoptées par le gouvernement Kenney en Alberta qui selon lui sont un ballon d'essai pour des lois de type « droit au travail » comme aux États-Unis.



Un des panels au congrès de la FTO le 28 novembre 2019 sur la lutte des travailleurs pour des conditions de travail sécuritaires et pour obtenir une indemnisation lorsqu'ils deviennent malades à cause de mauvaises conditions

Les travailleurs accidentés et leurs collectifs ont parlé du sort de ceux qui souffrent de blessures et de maladies professionnelles causées par le travail. Natasha Luckhardt, la productrice du documentaire *Town of Widows*, a parlé des travailleurs de General Electric de Peterborough qui sont morts du cancer et d'autres maladies parce qu'ils ont été exposés à l'amiante et à d'autres produits toxiques à l'usine, et elle a parlé de la lutte courageuse que mènent leurs familles pour la justice et une indemnisation. Janice Martell, la fondatrice du McIntyre Powder Project, a dit qu'il faut intensifier la lutte pour obliger la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) à cesser de harceler et de punir les travailleurs accidentés qu'elle est censée aider.



Janice Martell s'adresse au panel sur les maladies professionnelles au congrès de la FTO le 28 novembre 2019.

Janice a partagé les conclusions de l'enquête qu'elle a menée sur les effets sur la santé de la poudre McIntyre que les compagnies ont forcé les travailleurs à respirer des années 1940 aux années 1970, prétendument pour prévenir la silicose. Elle a dit que son père et d'autres mineurs en ont développé des problèmes respiratoires et d'autres problèmes de santé qui les ont rendus invalides. Jusqu'à

maintenant, la CSPAAT a refusé de reconnaître leurs réclamations.

Le sort des jeunes travailleurs dans l'« économie sur demande » a aussi été un sujet de discussion au Congrès. Les jeunes participant à une table ronde sur le sujet ont partagé leur expérience de ce type de travail contractuel temporaire et précaire que plusieurs jeunes sont forcés de prendre pour gagner leur vie. Les délégués ont discuté du besoin d'organiser ces travailleurs en syndicats pour défendre leurs droits.

Le 27 novembre, les délégués au Congrès ont participé à un rassemblement et une marche à Queen's Park pour exprimer leur opposition à l'offensive antisociale du gouvernement Ford. Tous les intervenants ont dénoncé le gouvernement Ford et se sont engagés à intensifier leur action unie contre son offensive antisociale.



Les délégués du congrès de la FTO marchent sur Queen's Park le 27 novembre 2019.

Le Congrès a adopté des résolutions qui expriment notamment l'appui aux enseignants et aux travailleurs de l'éducation de l'Ontario, qui s'opposent aux plans du gouvernement Ford de privatiser les services ambulanciers, qui demandent des garderies ouvertes toute la journée et qui condamnent le rôle que le Canada a joué dans le coup d'État contre le président Evo Morales en Bolivie.

Les délégués ont élu une nouvelle direction. Patty Coates, une travailleuse de l'éducation et membre de la Fédération des enseignantes et des enseignants des écoles secondaires de l'Ontario, est devenue la première femme présidente de la FTO. Ahmad Gaied, des Travailleurs unis de l'alimentation et du commerce, a été élu secrétaire-trésorier et Janice Folk-Dawson, du Syndicat canadien de la fonction publique, vice-présidente exécutive. Ils se sont tous engagés à diriger et à intensifier la lutte contre le programme d'austérité antisociale et antiouvrière du gouvernement progressiste-conservateur de Doug Ford.



Le nouvel exécutif de la FTO (de gauche à droite): la présidente Parry Jarvis Coates, le secrétaire trésorier Ahmad Gaied et la vice-présidente Janice Folk-Dawson

(Photos : FTO)

La responsabilité de la FTO de développer le mouvement de protestation et de le faire avancer

- Centre ouvrier du PCC(M-L) -

L'appel du Congrès de la FTO à former des coalitions à l'échelle de la province dont l'objectif est de « produire un gouvernement du NPD en Ontario en 2021 » est un sujet de réelle préoccupation pour les travailleurs. Depuis les Journées d'action contre le gouvernement Harris, la FTO essaie d'échapper à sa responsabilité de développer le mouvement de protestation et de le faire avancer. Elle ne veut pas se retirer complètement du mouvement mais veut plutôt l'orienter de manière à ce qu'il satisfasse les objectifs d'un des partis politiques cartels qui prétend représenter les intérêts des travailleurs, le NPD. À cet égard, il y a longtemps que le NPD s'est avéré un parti perturbateur et une force de division dans le mouvement parce qu'il met de l'avant ses propres objectifs sectaires. Alors que les travailleurs rejettent cet objectif de division et luttent pour résoudre la crise en leur faveur, la FTO vacille et tente de centrer ses activités davantage sur le rôle du NPD que sur celui des syndicats. La NPD a son propre objectif intéressé, qui est d'arriver au pouvoir, et il dit aux travailleurs que la solution est de voter pour mettre le NPD au pouvoir. Selon lui, c'est tout ce que les travailleurs ont à faire.

L'objectif des syndicats établis dans le passé, et de leurs associations comme la FTO, n'a jamais été de transformer radicalement la situation. Cependant, les conditions actuelles requièrent que les travailleurs jouent un rôle politique pour réussir à se donner du pouvoir afin d'être en mesure de contrôler les décisions qui les affectent. Si la FTO faisait avancer le mouvement au-delà de son objectif syndical étroit, cela révélerait que le rôle sectaire, perturbateur et intéressé du NPD est le véritable problème. Il est un des partis qui forment un système de partis cartels qui vise à garder le peuple hors du pouvoir. Il rivalise pour être une force qui peut négocier qui va occuper les positions de premier ministre au provincial comme au fédéral, les positions de ministres du cabinet, de secrétaires et des échelons supérieurs de la fonction publique et ainsi de suite. Cette activité de courtier sert à détourner l'attention des travailleurs du besoin de s'en tenir à l'objectif de leur classe.



L'idée que les travailleurs ont un choix entre tel ou tel parti au moyen des élections a été maintes fois démentie. Les travailleurs veulent que les vrais problèmes soient résolus et ils ont en horreur la division du mouvement sur la base de la politique de parti.

Le mouvement ouvrier contre l'offensive antisociale a un objectif et c'est de faire échec à l'offensive antisociale. Cela se fait de manière concrète en obtenant des victoires pour un programme prosocial que les travailleurs élaborent eux-mêmes, comme ils le font à chaque jour en luttant pour affirmer ce qui leur revient de droit. L'objectif de défaire l'offensive antisociale doit être poursuivi jusqu'au bout. Cela signifie qu'en discutant de leurs actions, les collectifs de travailleurs doivent faire en sorte de ne pas permettre que l'objectif du mouvement soit relégué à une position subordonnée ; ils ne doivent pas permettre qu'il soit subordonné à des objectifs étroits comme celui d'élire le NPD. Le NPD a montré à maintes reprises qu'il s'intéresse aux coalitions seulement dans la mesure où elles acceptent de se soumettre à son objectif.

L'appel que lance le Centre ouvrier du PCC(M-L) est de s'en tenir à l'objectif du mouvement. La question n'est pas d'appuyer le PCC(M-L) ou le NPD ou quiconque. La question est de réaliser l'objectif du mouvement.

L'offre inacceptable, irresponsable et provocatrice du gouvernement du Québec

Les travailleurs du secteur public réclament des améliorations négociées significatives à leurs salaires et conditions de travail

- Pierre Chénier -



Le 12 décembre, le gouvernement du Québec a présenté ses offres centrales aux représentants syndicaux du secteur public dans le cadre des négociations pour le renouvellement des conventions collectives des quelque 550 000 travailleurs et travailleuses du secteur. Les conventions collectives arrivent à terme le 31 mars 2020. Dès que le gouvernement a déposé ses offres, tous les syndicats du secteur les ont rejetées comme étant déconnectées de la réalité sur le terrain et insultantes face à la situation que vivent ces travailleurs et aux revendications qu'ils mettent de l'avant depuis longtemps pour améliorer la situation de manière significative.

L'offre du gouvernement prévoit une augmentation salariale de 7 % sur 5 ans. C'est au moins 3 % en dessous de l'inflation telle qu'elle est prévue par les experts pour les cinq prochaines années. Le gouvernement propose aussi un montant forfaitaire de 1000 \$ aux travailleurs en poste au 31 mars 2020 qui auront atteint le maximum de leur échelle salariale à cette date. On évalue que ce montant forfaitaire, qui ne fait pas partie des salaires, vise seulement environ 50 % des travailleurs du secteur public concernés par cette négociation. Le gouvernement propose aussi la tenue de trois forums de discussion paritaires (représentants patronaux et représentants des travailleurs) sur la réussite en éducation, l'accessibilité aux soins pour les gens en hébergement de longue durée ou recevant des soins à domicile et la santé globale des travailleurs du secteur public, où des sommes additionnelles pourraient être débloquées. Le gouvernement vise en particulier les préposés aux bénéficiaires et les enseignants en début de carrière.

Selon le gouvernement, l'offre salariale, le montant forfaitaire et les sommes additionnelles forment une offre qui équivaut à l'inflation, le plafond qu'il s'est donné dans cette négociation au nom de la capacité de payer des Québécois et de ne pas alourdir le fardeau fiscal des prochaines générations. Le gouvernement déclare que son offre est une base acceptable de discussion et de négociation avec les employés du secteur public.

Avec cette offre, le gouvernement continue la pratique des gouvernements précédents de refuser de reconnaître que les travailleurs du secteur public créent une valeur immense pour la société, une valeur à laquelle ils présentent une réclamation légitime. Les travailleurs ont droit à un accord négocié qui leur est acceptable, pour leur bien-être et pour le bien des services publics qu'ils livrent. Le gouvernement refuse aussi de reconnaître que l'austérité antisociale a mené les services publics à un point de rupture. Celui-ci est marqué entre autres choses par l'épuisement du personnel, un haut niveau d'absence pour maladie qui accroît l'épuisement du personnel qui reste au travail et l'apparition de problèmes aigus de santé mentale et de détresse psychologique parmi les travailleurs.

Il est clair que le gouvernement fait semblant de ne pas savoir que l'insuffisance des salaires est au centre du problème de rétention et d'attraction de la main-d'oeuvre et des problèmes de santé mentale et de détresse qui en découlent. Il fait le calcul cynique qu'il va utiliser le pouvoir de l'État pour s'assurer que le système continue d'opérer malgré la crise et que les travailleurs et travailleuses du secteur public vont continuer de soutenir le système à bout de bras. Ils le font largement par dévouement pour ceux et celles qu'ils soignent et pour la jeunesse qu'ils éduquent. L'attitude du gouvernement n'est pas fondamentalement différente de celle des gouvernements qui ont préparé des désastres comme celui de Lac-Mégantic par leur refus de prendre leurs responsabilités sociales et leur obsession pour le profit privé étroit.

De plus, la déclaration du gouvernement que son offre est un point de départ de négociations de bonne foi est fausse. Une négociation de bonne foi possède un élément qualitatif qui est la reconnaissance de la contribution des travailleurs et travailleuses du secteur public à la société, le respect de la dignité de ces travailleurs et la reconnaissance de leur droit à des salaires et conditions de travail négociées qu'ils jugent acceptables. Rien de tout cela n'existe dans cette offre. Ce n'est pas une base de négociation et cela ne peut être que rejeté avec mépris.

Forum ouvrier se joint aux centaines de milliers de travailleurs et travailleuses du secteur public du Québec pour rejeter cette offre dans sa forme et son contenu et pour exiger que le gouvernement améliore substantiellement les salaires et les conditions de travail dans le secteur public. *Forum ouvrier* ouvre ses pages à la lutte des employés du secteur public à l'occasion du renouvellement des conventions collectives et fournira information, analyse et points de vue pertinents et fera une place de choix à la voix des travailleurs.

***Assez c'est assez !
Pour une amélioration substantielle immédiate des salaires et conditions
de travail dans le secteur public !***

(Photo: CSN)

Entrevues

Cette offre ne fait rien pour rattraper ce qu'on a perdu depuis environ 20 ans

**- Jeff Begley, président de la Fédération de la santé et des services sociaux
(FSSS-CSN) -**

Forum ouvrier : Le 12 décembre dernier, le gouvernement du Québec a présenté ses offres aux représentants syndicaux dans le cadre des négociations des conventions collectives des travailleurs et travailleuses du secteur public. Quelle est l'opinion de la FSSS sur ces offres ?



Jeff Begley : Il est clair que l'offre est déconnectée des besoins du terrain. Nous avons des problèmes de rétention et d'attraction d'employés/es, et cela dans toutes les catégories de travail dans le secteur. Le gouvernement vise les préposés aux bénéficiaires, les gens qui donnent les soins à domicile et les enseignants/es qui commencent leur carrière. Pourtant on a entendu les ordres professionnels il y a quelque temps parler des problèmes qu'ils ont à attirer des professionnels dans le secteur public. Les grands oubliés là-dedans, ce sont les personnes qui travaillent du côté administratif, les employés de bureaux et les agents administratifs. On n'en parle jamais mais là aussi il y a un sérieux problème de rétention et d'attraction.

Cette offre-là ne fait rien pour rattraper ce qu'on a perdu depuis environ 20 ans, et surtout depuis la négociation de 2006, la première négociation avec le Parti libéral, qui avait commencé par une offre de deux ans sans aucune augmentation. Selon notre évaluation, le secteur a perdu environ 20 % par rapport à l'inflation depuis environ 20 ans. Juste en ce qui concerne l'inflation, le secteur public a perdu beaucoup et pour ces personnes-là, dans l'administration, on parle ici de bas salariés. Mais on ne parle jamais d'eux et, encore une fois, l'offre est inférieure à l'inflation, alors ils vont encore essayer une perte pendant encore cinq ans s'il n'y a pas une négociation sérieuse qui a lieu.

L'autre chose qui est surprenante c'est la division qui est à l'oeuvre avec cette offre. On savait qu'ils allaient diviser les préposés et les enseignants d'avec les autres employés du secteur public, mais l'autre chose qu'ils ont fait c'est offrir un montant forfaitaire de 1000 dollars pour ceux qui sont au niveau maximum de l'échelle salariale. Selon le président du Conseil du trésor, il y a environ 54 % des gens qui sont au maximum de l'échelle. Il y a donc 46 % des gens qui ne recevront pas le 1000 \$ forfaitaire. En plus, il y a des gens qui ont une échelle salariale unique. Ils pourraient être embauchés le 30 mars et le 31 mars ils recevront le 1000 \$. Alors qu'il y en a d'autres qui peuvent être là depuis 15 ans et ne sont pas encore au maximum de l'échelle et n'auront pas droit au 1000 \$. Cela va semer la bisbille. Le président du Conseil du trésor n'a pas expliqué pourquoi il propose cela, il y a peut-être un enjeu que l'on ne voit pas, mais chose certaine, que cela soit un geste intentionnel ou non, le résultat va être de diviser notre monde. Il y en a qui vont être très mécontents, c'est certain, et je les comprends.

FO : Le président du Conseil du trésor dit avoir adopté une approche novatrice dans cette négociation, avec notamment des forums de discussion sur les priorités gouvernementales pour lesquels des montants additionnels sont prévus. Que peux-tu nous dire là-dessus ?

JB : Sur la question des forums, nous n'avons pas fini notre analyse mais notre première réaction

c'est qu'il faut tester ce qu'ils nous proposent. Il faut y participer. Il existe des solutions qui n'auront pas pour effet de diviser et il faut voir s'il y aura une ouverture. Mais s'il a déjà son idée toute faite, et que c'est juste pour faire passer son idée, cela va mal aller. Mais s'il y a une ouverture pour discuter, alors il y a peut-être des pistes pour régler quelques problèmes mais on ne veut pas que le but soit de diviser pour mieux régner, comme diviser les préposés et les enseignants d'avec les autres. Ça ne passera pas si c'est l'objectif du gouvernement.

FO : Tu veux dire quelque chose en conclusion ?

JB : À la FSSS, nous avons privilégié un même montant d'augmentation pour tout le monde pour la première année, 3 \$ d'augmentation de l'heure pour tout le monde. Cela accorde à tout le monde ce montant de 3 dollars pour satisfaire leurs besoins de base sauf que pour l'employé au bas de l'échelle c'est une augmentation substantielle tandis que pour le professionnel en haut de l'échelle cela représente un pourcentage d'augmentation beaucoup moindre. En même temps, pour ce professionnel, ce montant est important pour abaisser un peu l'écart salarial entre les salaires des professionnels du secteur public et ceux du secteur privé.

Je pense qu'en présentant cette offre, le gouvernement n'a pas pris la mesure de la situation qui est vraiment grave dans le secteur public. S'il n'y a pas de négociation à la hausse de façon significative, les problèmes du secteur public vont encore s'aggraver et ce sont les services publics dans leur ensemble qui vont en souffrir.

(Photo: CSN)

Nous avons besoin de plus de personnel et de meilleurs salaires et conditions de travail

- Natalie Crytes-Veillette, Syndicat québécois des employées et employés de service, section locale 298 -



Manifestation durant le congrès de la FTQ en appui aux travailleurs/euses en grève dans les résidences pour personnes âgées, le 26 novembre 2019

Cette entrevue a été faite au 32e Congrès de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec, qui s'est tenu du 25 au 28 novembre.

Forum ouvrier : Un des points forts du Congrès de la FTQ où nous sommes présentement, ce sont les interventions des travailleurs/euses les plus vulnérables de la santé qui réclament une

amélioration substantielle immédiate de leurs salaires et de leurs conditions de travail. Peux-tu nous en dire plus ?

Natalie Crytes-Veillette : Je suis moi-même préposée aux bénéficiaires dans un CHSLD dans la région de Deux-Montagnes. Le gros problème, c'est que nous sommes en grand manque de personnel. Je vais parler de ma place de travail. Les gens ne restent pas. Il y a beaucoup de gens en maladie, en arrêt de travail. Sur quelque 80 employés/es, il y en a peut-être 25 qui sont en arrêt de travail. Les résidents qui arrivent chez nous sont des cas de plus en plus lourds, qui demandent plus d'heures de soin. Comme nous sommes déjà en manque de personnel et que nos résidents sont des cas de plus en plus lourds, nous n'arrivons pas à faire nos journées et à donner un travail de qualité à ces gens-là qui méritent d'avoir un meilleur service.

La fatigue, l'épuisement, les blessures nombreuses sont chose très courante parmi le personnel. Ils sont reliés à la pénurie de personnel combinée au fait que les cas sont de plus en plus lourds. Pour beaucoup de résidents qui arrivent chez nous, il faut utiliser le lève-personnes pour les déplacer d'une position à une autre. Cela prend deux préposés qui travaillent ensemble pour faire cela. Nous avons besoin de plus de personnel. Il y a des gens qui pensent à quitter et je les comprends. Il n'y a rien d'attrayant dans la profession à l'heure actuelle.

Financièrement, nous avons besoin de meilleurs salaires. C'est un sérieux problème. Dans ma place de travail, j'ai sept ans d'ancienneté et je suis déjà parmi les 20 plus anciennes sur un total d'environ 80 employés/es. Pour régler le problème de l'attraction et de la rétention nous avons besoin de salaires plus adéquats. C'est un métier qui mérite de meilleurs salaires. Il y a un manque de reconnaissance de la part du gouvernement et des employeurs du travail que nous faisons pour nous occuper des aînés.

Avec toutes ces conditions, nous n'arrivons pas à donner le service requis à ces résidents. Ils méritent de passer plus de temps avec nous. Il y a des résidents avec lesquels on ne peut même pas passer cinq minutes par jour individuellement. Ces gens-là méritent qu'on soit là pour eux. Il faudrait que les personnes en position d'autorité sortent de leur bureau et viennent passer une journée avec nous sur le plancher. J'ai déjà dit à mon directeur que ce qui se passe sur le plancher n'a rien à voir avec mes valeurs et, cette journée-là, j'ai quitté plus tôt. La situation est rendue à un tel point que des résidents commencent à être gênés de nous demander des services parce qu'ils voient que nous n'avons pas le personnel suffisant. Ils ont besoin de nous. C'est pour cela que nous restons à l'emploi du CHSLD. Nous ne sommes pas soumis au temps supplémentaire obligatoire mais parfois nous en faisons, pour une raison monétaire bien sûr parce que nous avons besoin de plus d'argent mais surtout par devoir, parce que les résidents ont besoin qu'on s'occupe d'eux.

Notre situation est difficile. Nous devons prendre soin du résident qui est là dans son lit. Nous devons prendre soin de la famille qui l'accompagne et qui a des inquiétudes.

Il faut améliorer substantiellement les salaires et les conditions de travail des gens qui travaillent en CHSLD.

**Grève des travailleurs des télécommunications chez Ledcor
Technical Services en Colombie-Britannique**

À la défense des droits contre le travail précaire

- Brian Sproule -

Depuis le 30 septembre, les travailleurs des télécommunications, membres de la section locale 213 de la Fraternité internationale des ouvriers en électricité (FIOE), sont en grève chez Ledcor

Technical Services (LTS) à Port Coquitlam, en Colombie-Britannique. Les travailleurs essaient de signer une première convention collective. Leurs principales préoccupations sont de mettre fin à leur situation d'emploi précaire et d'améliorer leurs conditions de travail, notamment la fin de la rémunération à la pièce, et la reconnaissance de l'ancienneté. La pratique de l'entreprise de les rémunérer à la pièce au lieu d'un salaire horaire exerce de la pression sur les travailleurs pour qu'ils accélèrent le travail, ce qui augmente le risque d'accidents et de blessures pour les travailleurs et le public. La rémunération à la pièce se traduit souvent par un salaire à peine plus élevé que le salaire minimum.



Le 10 décembre, des représentants du Centre ouvrier du PCC(M-L) se sont joints à la ligne de piquetage avec des ouvriers en électricité à la retraite.

LTS fait partie de la multinationale géante, Leducor Group, qui se définit comme une « entreprise de construction diversifiée qui conçoit, construit, transporte et entretient des projets » dans toute l'Amérique du Nord. Leducor emploie quelque 7 000 personnes dans plusieurs divisions, dont la navigation et l'aviation. L'entreprise prétend traiter ses travailleurs comme des « membres d'une famille », mais l'expérience des techniciens de Port Coquitlam raconte une histoire entièrement différente.

En 2017, les travailleurs de LTS ont rejoint la Fraternité internationale des ouvriers en électricité. Au moment de la certification de leur unité, la section locale 213 de la FIOE, celle-ci comprenait 238 membres. Avant qu'un différend avec l'entreprise sur la composition de l'unité de négociation ne soit finalement résolu en janvier 2019 par une décision de la Commission des relations de travail favorable au syndicat, l'entreprise en a profité pour réduire le nombre de travailleurs à 161. Pendant dix-sept jours de négociation, rien de significatif en ce qui concerne les principales revendications des travailleurs, la fin de la rémunération à la pièce, de l'emploi précaire et des conditions de travail dangereuses, n'a été réalisé. Lors d'une assemblée syndicale dans la soirée du 21 août, à la suite d'un rassemblement plus tôt dans la journée devant les bureaux de Leducor à Vancouver où ils ont réclamé que LTS négocie sérieusement avec le syndicat, les travailleurs ont voté en faveur d'une grève. Au lieu de négocier sérieusement avec le syndicat, l'entreprise a procédé à une mise à pied massive de 31 travailleurs le 25 septembre. Le syndicat a répondu par un préavis de grève de 72 heures et le 30 septembre, les travailleurs de LTS ont débrayé et dressé une ligne de piquetage devant les bureaux de LTS à Port Coquitlam.

Le travail principal des membres de la section locale 213 de la FIOE est l'installation de câbles à fibre optique. LTS conclut des contrats avec différentes entreprises, dont l'une des plus importantes

est Telus, pour effectuer ce travail. Telus a également ses propres employés, membres de la section locale 1944 des Métallos, qui travaillent sur son réseau de fibre optique. Les techniciens employés par LTS sont moins bien payés et ont des conditions de travail très inférieures à celles des membres de la section locale 1944 des Métallos employés par Telus quand ils font des travaux contractuels sur le réseau de Telus. Dans une déclaration d'appui aux grévistes de LTS le 18 octobre, le secrétaire-trésorier de la section locale 1944 des Métallos, Michael Phillips, a écrit : « Lorsque Telus et ses sous-traitants sont autorisés à jouer à 'la course vers le bas' avec les salaires et les conditions de travail des techniciens, tous les membres perdent, qu'ils soient de la section locale 1944 des Métallos ou de la section locale 213 de la FIOE » ... « Moins les sous-traitants de Telus sont payés, plus grande est la menace qu'une plus grande partie de notre travail sera confiée à des sous-traitants pour faire des économies, c'est aussi simple que cela. Meilleure est l'entente que les grévistes vont être capables d'obtenir, meilleure sera notre position quand viendra le temps de se battre lors de nos propres négociations avec Telus prévues dans deux ans. » Il a appelé les membres de sa section locale à aider les grévistes de la section locale 213 de la FIOE en répondant à la demande du directeur adjoint des affaires de la FIOE, Robin Nedila, de signaler par SMS au 604-786-0304 tout travail effectué par des briseurs de grève employés par LTS. D'autres syndicats et le Conseil du travail et du district de Vancouver ont demandé aux membres de faire de même.

Des arrangements comme le contrat de Telus avec LTS sont un moyen de miner le collectif des travailleurs, leurs salaires et leurs conditions de travail. Telus envoie le travail en sous-traitance pour faire pression sur ses employés pour qu'ils modèrent leurs demandes de salaires et de conditions de travail qu'ils jugent acceptables. LTS et d'autres entrepreneurs paient des tarifs inférieurs aux normes et prétendent que leurs travailleurs sont des « entrepreneurs indépendants » et non des employés afin d'éviter de respecter les normes de travail et de sécurité de base et d'imposer un régime de travail précaire. Cette façon de faire des monopoles devient de plus en plus courante et nécessite que les travailleurs intensifient leur travail d'organisation, leur résistance et leur solidarité. *Forum ouvrier* est aux côtés des travailleurs de LTS qui, en défendant leurs droits, défendent les droits de tous.

Entrevue

Gino Ocampo, chef de piquet de la section locale 213 de la FIOE



Piquetage de solidarité devant le bureau principal de Ledcor à Vancouver en appui aux membres de la section 213 de la FIOE en grève contre Ledcor Technical Services, le 21 novembre 2019

Forum ouvrier : Nous sommes présentement sur la ligne de piquetage de la section 213 de la FIOE à Port Coquitlam en ce 10 décembre. Peux-tu nous parler de la lutte que vous menez pour une première convention collective ?

Gino Ocampo : En novembre 2017, nous avons obtenu notre certification du Centre canadien des relations industrielles. Les négociations allaient être rompues alors nous avons eu recours à la médiation mais la compagnie ne voulait rien signer, même pas les clauses de droits humains fondamentaux d'une convention collective. Lorsque le comité de négociation a demandé un vote de mandat de grève, 79 % d'entre nous ont voté en faveur. Peu de temps après, 31 de nos collègues choisis au hasard ont été appelés par leurs contremaîtres qui leur ont dit : « Vous devez venir au bureau. Nous avons une mise à jour pour vous. » Les 31 travailleurs s'y sont rendus. On leur a demandé leurs clés et leur véhicule de compagnie et on leur a dit essentiellement d'« aller se faire voir ». Des taxis attendaient pour les ramener d'où ils venaient. On leur a dit : « C'est votre dernière journée de travail. Désolés, nous n'avons pas de travail pour vous ». Fin de la discussion. Nos travailleurs se demandaient « qu'est-ce que j'ai bien pu faire ? Qu'est-ce qui se passe ? »

Nous en sommes à notre 70e jour de grève. Jusqu'à maintenant, Leducor Technical Services (LTS) a eu recours à des sous-traitants au lieu de négocier avec nous. Telus reçoit du travail en sous-traitance de LTS et LTS fait de même avec d'autres. Les travailleurs sont payés à la pièce. Ils ne sont pas payés à l'heure. Ils sont qualifiés d'entrepreneurs autonomes. C'est dans ce sens-là que l'industrie évolue, des sous-traitants et encore des sous-traitants.

FO : Est-ce que Telus est le principal sous-traitant de LTS ?

GO : Oui. Shaw est un joueur important ici dans les basses terres de la Fraser mais les syndicats ont des assises fortes dans cette compagnie. Ils ont plus de sécurité que nous. La compagnie n'est pas autorisée à engager des sous-traitants si elle met à pied ses travailleurs. [...]

Leducor possède un bureau d'affaires dans le centre-ville de Vancouver. C'est là que se trouve son principal bureau d'affaires en Colombie-Britannique. Nous y avons tenu des rassemblements et nos piqueteurs sont répartis en deux groupes. Un groupe à Coquitlam, et les autres travailleurs, qui vivent de l'autre côté du pont, font du piquetage devant le bureau principal. Nous faisons une rotation le matin et l'après-midi. Nous piquetons 8 heures par jour et tout le monde est bienvenu.

FO : Recevez-vous de l'appui et qu'est-ce qu'on peut faire pour vous appuyer ?

GO : Plusieurs personnes nous amènent du café et du cacao de temps en temps et cela nous aide beaucoup. Nous luttons pour nos droits et nous apprécions que le grand public donne tout l'appui qu'il peut. [...] Le maire est venu nous rendre visite. Le président de la Fédération du travail de la Colombie-Britannique nous a aussi rendu visite et des conseillers municipaux sont aussi venus nous appuyer. Nous leur avons demandé d'afficher des photos et de l'information sur leurs pages Web ou Facebook pour aider à répandre le message. Nous ne sommes pas un gros syndicat. Par rapport aux autres conflits qui ont lieu en ce moment dans la province, nous sommes plutôt ignorés alors personne ne sait que nous sommes en grève.

Nous demandons aux gens qui sont des clients de Telus et qui ont besoin de techniciens de ne pas laisser entrer un sous-traitant de LTS, un employé non syndiqué de LTS. Si vous êtes un abonné de Telus, s'il-vous-plaît, ne laissez pas entrer des techniciens de Leducor chez vous tant que nous n'avons pas une convention équitable. Telus a ses propres techniciens qui sont syndiqués et représentés par le Syndicat des Métallurgistes mais la plus grande partie de ce travail est offerte en sous-traitance. C'est ainsi qu'ils fonctionnent. C'est un processus d'abaissement du pouvoir syndical. Ils trouvent des façons de contourner la main-d'œuvre syndiquée.

Chez Leducor, nous sommes rémunérés à la pièce. Si nous ne travaillons pas, nous ne sommes pas

payés. En ce moment-même, la plupart de nos travailleurs en grève ont perdu leurs avantages médicaux parce qu'ils sont en grève. Nous touchons l'équivalent du salaire minimum avec notre indemnité de grève, n'avons pas d'avantages médicaux et devons essentiellement nous débrouiller tout seuls. La plupart d'entre nous vivons une situation très précaire en ce moment. Beaucoup d'entre nous, comme tu peux le voir, sont des immigrants. C'est cela que les grandes compagnies font en ce moment. Elles engagent des nouveaux arrivés au Canada pour que personne ne se plaigne quand elles se débarrassent d'eux. Je suis arrivé au Canada il y a 11 ans et j'ai vu que les syndicats ont mauvaise publicité. J'ai vu les rangs des syndiqués de la base diminuer, avoir mauvaise presse. Nous luttons uniquement pour des droits humains fondamentaux, comme de meilleurs salaires et de meilleures conditions de travail. [...]

Nous sommes des travailleurs qualifiés. Nous avons été formés par les premiers employés de Telus, et nous sommes les meilleurs du groupe. Les gens que tu vois ici sont ceux qui restent. Ils n'ont pas été capables de se débarrasser de nous parce que nous sommes les techniciens les plus performants. [...]

Les trois grandes compagnies ont un monopole. Il y a quelques années, quand une compagnie américaine a essayé d'entrer au Canada, il y eu de la publicité à la télévision disant d'être patriotiques, de ne pas laisser d'autres compagnies venir au Canada, que cela allait détruire l'industrie canadienne. Mais qu'est-ce qu'ils font de nous maintenant ? Ils profitent de leurs travailleurs. Ils profitent de leurs clients. Il faut que cela s'arrête quelque part.

FO : Combien de travailleurs sont en grève ? Combien sont employés par Ledcor ?

GO : Nous sommes plusieurs centaines de travailleurs répartis en différents départements. Il y a les techniciens et ceux que nous appelons les MxY, ceux qui ont été intégrés. Ceux-ci faisaient partie de notre collectif et ils ont participé au vote de grève. Ils ont voté en faveur du mandat de grève. Mais lorsque le syndicat a organisé la grève ils ont choisi de traverser les lignes de piquetage. Notre nombre a été réduit de 100 personnes et nous ne sommes plus que 60. Ça été un coup dur pour nous, voir nos collègues franchir nos lignes de piquetage. Cela diminue notre pouvoir de négociation. Comme tu peux le voir sur le tableau d'information, 48 % des travailleurs sont en grève et 52 % travaillent parce qu'ils ont déjà mis à pied 31 d'entre nous. Lorsque tu écris ta propre histoire, tu veux être du bon côté de l'histoire. Veux-tu être celui qui a poignardé son collègue ou tu veux être celui qui s'est tenu debout et a lutté pour ses collègues ? C'est pour cela que nous demandons aux gens de dire à Telus qu'ils ne vont pas laisser entrer un technicien de LTS chez eux.

(Photo : R. Nedila)



À nos lecteurs

Ceci est le dernier numéro de *Forum ouvrier* cette année. Nous reprendrons la publication le 15 janvier 2020.

D'ici là, nous vous invitons à continuer de visiter le site Web du PCC(M-L) pour des mises à jour, et à consulter la revue de 2019 en photos publiée quotidiennement dans *LML* sur la lutte des travailleurs, des femmes, des jeunes et des peuples autochtones qui parlent et agissent en leur propre nom pour faire valoir les droits de tous et faire du Canada une zone de paix.

L'année 2019 a été une année de militantisme accru de la part des travailleurs de l'Alberta, de l'Ontario, du Québec et d'ailleurs qui défient ouvertement le programme destructeur et l'assaut brutal des riches et de leurs gouvernements contre le peuple et la société dans tous les aspects de la vie. Les

travailleurs développent des façons de rendre effectif leur mot d'ordre Non c'est Non ! face à cet assaut, s'organisant et mobilisant l'opinion publique pour bloquer ces attaques et ouvrir la voie au progrès de la société. La situation nous dit que le temps est venu de développer la politique indépendante de la classe ouvrière pour résister à cette attaque maintenant ! Les travailleurs ont besoin de leur propre pensée et de leurs propres actions fondées sur l'analyse pour résoudre la crise en leur faveur.

Nous vous souhaitons à tous une fin d'année heureuse et en sécurité.

Le Centre ouvrier du PCC(M-L)



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

[PDF](#)

[NUMÉROS PRÉCÉDENTS](#) | [ACCUEIL](#)

Site web: www.pccml.ca Email: forumouvrier@cpcml.ca